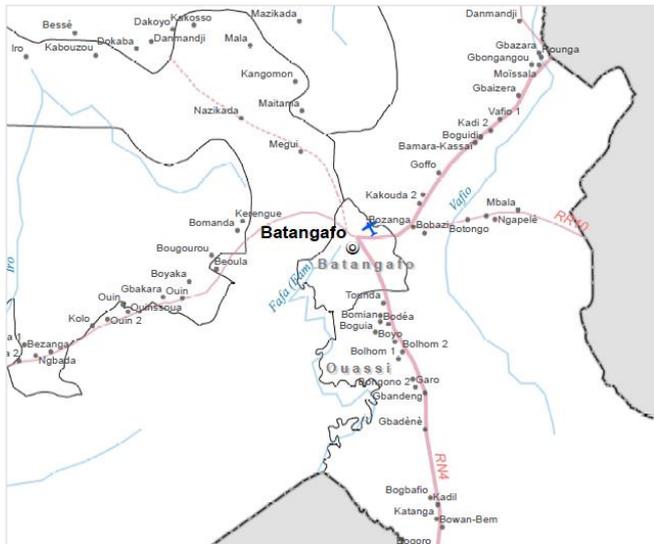


Compte rendu Mission ICC 7-10 février 2017 Sous-préfecture de Batangafo - RCA



Sous-Préfecture de Batangafo

Préambule: Suite à sa visite à Batangafo le 16 décembre, le Coordonnateur Humanitaire a appelé la communauté humanitaire à se saisir d'urgence de la situation de la sous-préfecture de Batangafo. L'ICC en mission sur place du 7 au 10 février a privilégié non pas une approche sectorielle mais bien transversale conformément aux principes du « *New Way of Working* ». La mission constituée des Clusters nationaux EHA, MSSC, Protection, VBG, Sécurité Alimentaire, CCCM/Abris/NFIs et régionaux de Kaga-Bandoro, CCCM/Protection, Sécurité Alimentaire a été coordonnée par OCHA. De multiples entretiens ont été organisés avec les communautés, les représentants des personnes déplacées, les personnes retournées dans les quartiers, les autorités et les responsables groupes armés. Des visites sur les axes Bouca et Gbazara ont été effectuées pour permettre aux membres de la mission d'analyser le contexte de Batangafo au travers de dynamiques globales et territoriales. Le contexte particulier de la sous-préfecture de Batangafo a permis aux membres de la mission de développer une stratégie qui, en fonction de l'évolution du contexte sécuritaire, permettrait une véritable articulation entre la réponse humanitaire et des projets de relèvement, voire de développement. Cette articulation entre HRP et RCPA à Batangafo serait non seulement un projet pilote en

RCA mais aussi et surtout le seul moyen d'offrir une stratégie de sortie de l'aide humanitaire vers une autonomisation et une accélération du processus de résilience de la population. Les conditions nécessaires à cette articulation sont aujourd'hui réunies à Batangafo. Les incidents de sécurité ont nettement diminué, la population peut librement circuler en ville a initié un mouvement de retour vers les quartiers et les axes de Batangafo.

Contexte

Batangafo regroupe 5 communes dont trois se trouvent sur les axes Kambakota et Ouogo de l'autre côté de la rivière de l'Ouham. 223 villages sont comptabilisés dans sa zone avec une population d'environ 90 000 habitants¹. La sous-préfecture de Batangafo est une des zones de la RCA aux enjeux multiples tant en terme d'actions humanitaires qu'en matière de sécurité. De 2014 à 2015 cette sous-préfecture a été une véritable ligne de front où les groupes armés Séléka et Anti-Balaka se sont violemment affrontés à de multiples reprises provoquant le déplacement de milliers de personnes dans toute la sous-préfecture et leur regroupement sur les sites de déplacés de Batangafo où en mars 2015 plus de 35 000 personnes étaient recensées. En juin 2016, l'UPC vaincu par la coalition FPRC/MPC a été contraint de quitter la zone. La signature d'un pacte de non-agression le 29 mars 2016 entre les parties prenantes au conflit a permis une réduction du nombre d'incidents et une stabilisation de la situation sécuritaire à l'intérieur de la ville. Depuis, une entente entre le groupe des Anti-Balaka et la coalition FPRC/MPC s'est instaurée. Ces derniers détiennent le monopole de la violence et assurent, conjointement et dans une certaine mesure, la sécurisation de la ville. Ce contrôle ne s'exerce pas au-delà du centre de la ville et notamment pas sur les axes où la présence des groupes armés ainsi que les conflits entre éleveurs et agriculteurs restent les principaux facteurs déclencheurs des conflits intercommunautaires et freinent la stabilisation sécuritaire de la zone. La MINUSCA est présente à Batangafo avec une base temporaire (TOB) soutenue par le contingent camerounais. Le changement d'approche opérationnelle militaire annoncé par la MINUSCA pourrait avoir des conséquences sur l'accès humanitaire. L'autorité de l'Etat est incarnée par le seul Sous-Préfet qui, tant bien que mal, joue un rôle de médiateur entre la population et les groupes armés.

L'économie de Batangafo, jadis florissante grâce à la richesse des échanges agropastoraux de la zone, a totalement été détruite par la crise. Les communautés qui vivaient en symbiose se sont divisées avec, par exemple, d'une part, l'installation, par la composante chrétienne de la population, d'un système économique de survie organisé au sein d'un marché dans le site de déplacés et d'autre part, un marché au sein du quartier musulman de Lakouanga. Après une existence de 3 ans et selon le dernier recensement effectué en janvier 2017 par le partenaire humanitaire DRC en charge du CCCM à Batangafo, 14 605 personnes vivent toujours sur le site de déplacés de Batangafo. Depuis mi 2016, des mouvements de retour sont observés vers plusieurs quartiers de la ville ainsi que sur les axes aux alentours, Kambakota, Ouogo, Bouca, Kabo et Ouandago. Ces mouvements sont majoritairement pendulaires. L'insécurité sur les axes, le manque de moyens de subsistance et d'accès aux services sociaux de base, la destruction des maisons, la dépendance à l'aide humanitaire font partie des raisons pour lesquelles la population retournée conserve un abri sur le site de déplacés et reste dans l'incapacité d'amorcer un retour durable.

¹ Estimation donnée par le Sous-Préfet de Batangafo

La communauté humanitaire à Batangafo est face à un carrefour qui l'oriente à la fois vers le renforcement de l'aide qu'elle apporte aux personnes les plus vulnérables sur les sites de déplacés, ainsi qu'en direction de l'appui des personnes qui ont suffisamment de capacité de résilience pour retourner dans les quartiers de la ville. Le contexte actuel de Batangafo est propice à la combinaison de ces deux types d'approches qui lient l'action humanitaire aux activités de relèvement et de développement. La répartition de l'appui de l'aide apportée aux personnes déplacées et aux personnes retournées pourrait prendre la forme d'une approche multisectorielle adaptée comme récapitulée ci-dessous² :

| Secteurs | PDI | Retournés |
|-----------------------|-----|--|
| Vivre | V | V (pour 3 mois) |
| EHA | V | V |
| MSSC | X | V |
| Protection | V | V |
| Agriculture/ semences | X | V |
| Elevage | X | V |
| Abris/NFI | V | V reconstruction /réhabilitation des maisons |

La mission a concentré ses efforts sur les problématiques/facteurs de vulnérabilité qui cristallisent le plus les préoccupations des populations affectées et qui constituent les causes fondamentales de leurs vulnérabilités. Ces thématiques transversales afférentes aux mouvements de population, à la cohésion sociale, aux logements, terre et biens (LTB), à l'accès aux services sociaux de base, aux moyens de subsistance, à la protection et à l'accès humanitaires.

Mouvements de population

Si les incendies du 26 et du 27 décembre 2016 sur les sites de déplacés ont accéléré les mouvements de retour dans la sous-préfecture de Batangafo, il faut néanmoins rappeler que ces derniers se sont amorcés depuis mi 2016 grâce à l'amélioration du contexte sécuritaire et à la signature du pacte de non-agression le 19 mars 2016. Cette nette amélioration du contexte sécuritaire permet désormais à la population de circuler librement en ville. En outre, les batailles qui sont actuellement menées à l'Est du pays ont poussé les groupes armés de la préfecture de l'Ouham à envoyer de nombreux éléments vers Bambari. La réduction du nombre d'éléments armés à Batangafo favorise également la stabilisation de la zone.

Entre décembre 2016 et la fin du mois de janvier 2017, 8 133 personnes au moins ont quitté le site de Batangafo. 1 305 personnes seraient rentrées dans les villages de l'axe Batangafo-Bouca, 6 258 personnes dans les quartiers de la ville, 172 personnes sur l'axe Batangafo-Kabo, 283 personnes sur l'axe Batangafo-Kambakota, 83 personnes sur l'axe Batangafo-Ouandago et 32 personnes sur l'axe Batangafo-Ouogo. Selon le dernier recensement du 30 janvier 2017, 14 605 personnes sont encore présentes sur le site de déplacés pour un total de 2 601 ménages.



Site de déplacés de Batangafo

Ces mouvements de retour qui surviennent après plus de 3 ans de déplacement mettent nécessairement en perspective la complexité de la vulnérabilité de ces personnes. Leurs profils sociodémographiques sont multiples et par conséquent le soutien que la communauté humanitaire leur apportera doit être adapté à chacune de ces catégories. Trois types de mouvements de retour différents sont observés :

1. Les mouvements entre le site de déplacés (emplacement urbain) et les quartiers de la ville
2. Les mouvements entre le site et les villages sur les axes alentours
3. Les mouvements de retour des rapatriés spontanés du Tchad (qui privilégient majoritairement un établissement en milieu urbain)

Les premières personnes déplacées sur le site de Batangafo sont arrivées des axes et subissent donc un éloignement géographique relativement important avec leurs zones d'origine. Certaines de ces personnes tentent de retourner dans leurs villages pour cultiver leurs champs. D'autres n'en n'ont pas la capacité et constituent une part résiduelle de personnes déplacées qui resteront encore longtemps sur le site de déplacés. Ces dernières présentent des vulnérabilités spécifiques qui correspondent encore à des besoins humanitaires d'urgence.

Les mouvements de retour les plus importants se font en direction des quartiers de la ville. Ces derniers sont Lakouanga, Tarabanda, Yabende et Combattant. Les quartiers de Ngou I et II, Ringaï, Bac et une partie de Lakouanga ne sont pas encore suffisamment sécurisés pour permettre à la population déplacée d'y retourner. De manière générale les bâtiments de ces quartiers,

² Cette modélisation est une proposition. Une planification conjointe et méticuleuse serait nécessaire dans le déploiement d'un tel dispositif, ce qui suppose un horizon de temps, à définir conjointement au niveau de l'ICC puis entériné par le HCT.

qu'ils soient publics ou privés, ont été abandonnés ou détruits et ont besoin d'être réhabilités ou reconstruits. Certains bâtiments publics comme le poste de police sont occupés par les groupes armés, le palais de justice par les casques bleus de la MINUSCA. Les quartiers où sont observés les mouvements de retour les plus importants ont la particularité d'avoir un accès direct à au moins l'un des deux marchés de Batangafo soit à Lakouanga soit sur le site de déplacés.

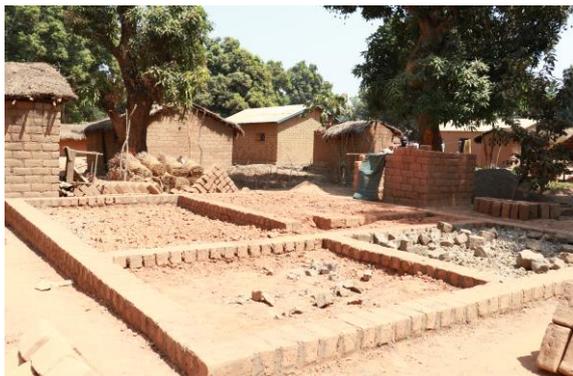
La sédentarisation de certains nomades fait également partie des dynamiques de stabilisation observées dans cette zone. Suite à la défaite de l'UPC en juin 2016, les peuls qui vivaient à Lakouanga sous la protection de ce groupe armé ont décidé de quitter la ville pour s'établir sur les axes et notamment à Gbazara et Ndoubou. Un processus d'octroi de parcelles facilité par le Sous-Préfet de Batangafo est en cours. La sédentarisation de cette partie de la population profite certainement à la stabilisation de la zone, elle demande néanmoins un suivi régulier notamment en matière de protection et elle exige une analyse approfondie pour cerner les mobiles et confirmer le consentement de ces personnes qui semblent avoir été contraintes par les circonstances. En effet, la cohabitation intercommunautaire dans un contexte encore fragile est un processus complexe rendu d'autant plus difficile par la présence des groupes armés et les dynamiques du conflit entre groupes armés et entre communautés au niveau national.

Les mouvements de population dans toute la sous-préfecture de Batangafo sont donc multiples et de natures diverses. La tendance est aux retours et les distances géographique de ces derniers imposent une réflexion stratégique d'assistance au retour qui dépasse la logique d'intervention site/quartier ou ville/axes ou sectorielle et doit appréhender cette problématique d'une manière transversale et multisectorielle.

Recommandations

- Procéder au réaménagement progressif du site de déplacés en fonction des mouvements de retour tout en gardant une capacité de contingence
- Redéfinir conjointement avec les autorités locales les critères objectifs arrêtant le statut des différents « sites/non sites » sur les axes
- Renforcer les programmes d'accompagnement dans les zones de retour en priorisant les critères de vulnérabilité
- Adapter l'assistance humanitaire à la vulnérabilité des personnes et non plus uniquement à leur statut

LTB



Maison en reconstruction - Quartier de retour - Batangafo

Les mouvements de retour sont inéluctablement liés à la question de l'accès au Logement, Terre et Bien (LTB). Ces deux thématiques se rejoignent notamment dans la vulnérabilité des personnes déplacées aggravée par plus de 3 années de déplacement. Cette vulnérabilité s'exprime de manière transversale et par exemple au travers des difficultés à accéder à un logement et à une surface cultivable, à la propriété, à subvenir à ses besoins par ses propres moyens et à accéder aux services sociaux de base dans des zones où les programmes humanitaires ne se sont pas développés. Au-delà des problèmes de protection qu'elles génèrent, les occupations de maisons par les groupes armés dans certains quartiers de retour complexifient davantage l'accès au logement.

Le quartier de Lakouanga, où l'on retrouve une majorité de musulmans, concentre un taux important de maisons occupées. Néanmoins, le système de gouvernance organisé par le Comité Retour semble avoir un rôle positif dans la dynamique de résolution des conflits liés aux LTB. En effet, il joue le rôle principal dans la résolution des conflits et en cas de besoin, peut s'adresser aux leaders communautaires et au Comité des sages³. Ces Comités sont mixtes et composés des leaders de toutes les communautés et représentent, par conséquent, le début d'une reconstruction d'un tissu social organisé. Néanmoins, les 41 chefs de quartiers vivent toujours dans le site de déplacés. De nombreuses maisons et infrastructures communautaires sont toujours occupées, le bureau du sous-préfet est occupé par la MINUSCA, les groupes armés occupent la gendarmerie. Ces occupations constituent non seulement une entrave au retour mais elles constituent, en outre, une négation des Institutions publiques.

Les premiers retours de la partie chrétienne de la population à Lakouanga semblent se faire pacifiquement. L'accès au marché et aux activités économiques de ce quartier ne leur sont, cependant, pas encore acquis. Les premiers déplacés qui effectuent des mouvements de retour vers les quartiers sont des femmes. Elles effectuent des mouvements pendulaires entre le site et les quartiers où elles mesurent la faisabilité pour leur ménage de se réinstaller. Des personnes qui se reprochent des actes commis avant leur déplacement peuvent cependant devenir des obstacles et freiner la poursuite du mouvement de retour. De petites parcelles de potagers devant les maisons à reconstruire sont entretenues et représentent un premier pas vers l'émancipation et la dépendance vis à vis de l'aide humanitaire. De nombreuses femmes ont perdu leur mari depuis le début du conflit et il est nécessaire de rappeler qu'en RCA, en cas de décès du mari, le droit coutumier confère à la belle-famille le droit de s'approprier la maison et les biens du mari. Les femmes veuves subissent donc une vulnérabilité supplémentaire dès lors qu'elles encourent souvent le risque d'être spoliées de leurs biens par leur propre communauté.

³ Un cas a été porté à l'attention de la mission : Grâce à l'intervention de ce Comité, une maison occupée par un groupe armé a pu être restituée à une famille rapatriée spontanée du Tchad.

Recommandations

- En dépit du mouvement de retour vers les quartiers de la ville de Batangafo les chefs des quartiers (41) résident encore sur le site. Il est nécessaire de continuer à renforcer la pérennisation de la gouvernance locale et des différents comités en place en appuyant la réinsertion de toutes les composantes de la chefferie traditionnelle dans les mécanismes de gestion de conflits
- Les rapatriés spontanés du Tchad devraient faire objet d'une attention particulière. Dans le contexte actuel de la sous-préfecture, les rapatriés qui sont en majeure partie en transit vers leurs villages d'origine du sud de la RCA et font face à des difficultés de réinsertion qui pourraient déboucher sur des conflits intercommunautaires
- Suivre attentivement le processus d'octroi de parcelles publiques par les autorités locales aux personnes retournées souhaitant se réinstaller dans une zone différente de leurs lieux d'origine
- Les femmes veuves sont exposées à des risques aigus de manque d'accès à leurs propriétés. Une attention particulière devrait être portée à ce groupe de population

Services sociaux de base

Éducation : Depuis l'année 2016, les cours ont repris dans certains quartiers de Batangafo avec l'appui des partenaires humanitaires. Malgré ces efforts, la reprise de l'école est confrontée à plusieurs défis notamment l'absence des enseignants dont certains refusent d'être affectés dans la zone, le manque des infrastructures scolaires, l'occupation de certains bâtiments par l'administration (Ex, le bureau actuel du Sous-Préfet), l'absence de tables, bancs et manuels scolaires. La majorité des parents indiquent ne pas avoir des ressources nécessaires pour assurer la prise en charge de la scolarité de leurs enfants. Sur 59 écoles que regroupe la sous-préfecture de Batangafo, seules 22 sont fonctionnelles. Certaines zones telle que celle de Kagoue n'ont toujours pas connu la réouverture des écoles. Dans certaines écoles, le nombre élevé d'élèves par salle de classe ne permet pas un enseignement de qualité. Le manque d'autorités scolaires dans certaines zones de la sous-préfecture, ne facilite pas la reprise des cours. Dans une zone comme celle de Batangafo, l'école et les activités parascolaires peuvent contribuer à atténuer l'impact des conflits, en fournissant un cadre structurant aux enfants et en offrant un lieu d'échanges et de prise en charge qui permettent aux enfants de recouvrer leur droit à l'éducation. Avec l'augmentation observée des mouvements de retour, l'appui au secteur de l'éducation dans les zones principales de retour devient une grande priorité.

Eau, Hygiène et assainissement : L'approvisionnement en eau dans les sites PDI de Batangafo s'est nettement amélioré avec la mise en place par l'ONG DRC d'une station de captage d'eau sur la rivière Ouham connectée à un réservoir d'eau situé au centre des sites. Avec le départ massif des déplacés ces derniers mois, la quantité d'eau distribuée aux populations déplacées est 14 litres par personne par jour environ dans les sites de Batangafo se rapproche de plus en plus du marqueur sphère (15 litres par personne et par jour). Néanmoins au moment de la visite, le water trucking avait repris à cause d'une panne du groupe motopompe et dont la pièce de remplacement est en attente de livraison. Cet état de fait souligne un certain nombre de faiblesses auxquelles il faudrait rapidement palier pour éviter de retomber dans un système de camionnage de l'eau très onéreux et dont la sortie a par ailleurs fait l'objet de plusieurs mois de réflexion et beaucoup d'investissement. Les actions concrètes à mener en ce sens ont été discutées avec l'équipe DRC Batangafo et ne seront donc pas reproduites ici pour ne pas alourdir inutilement ce document. Par ailleurs, recommandation a été faite au partenaire d'adopter et d'investir dans une stratégie duale de réponse et de préparation⁴, compte tenu du caractère pendulaire observé des mouvements de populations entre le site et les axes ; phénomène à forte probabilité de récurrence dans les mois à venir si les mesures préconisées dans ce rapport ne sont pas mises en œuvre. Des efforts similaires doivent être soutenus en vue d'améliorer la qualité de la réponse en hygiène et assainissement sur les sites.



Château d'eau site de déplacés - Batangafo

Dans les zones de retour, l'accès à l'eau demeure également une préoccupation majeure. Les ménages rencontrés indiquent qu'il est important d'y renforcer la fourniture en eau potable. Plusieurs zones de retour n'ont pas de d'infrastructures en eau potable, ce qui contraint les femmes et les enfants à effectuer des longues distances pour y accéder. Dans certains quartiers où la ressource en eau était insuffisante, le retour des déplacés ajoute une pression supplémentaire afférente au partage de cette ressource vitale. La réhabilitation des points d'eau potables existants et la construction de nouveaux points d'eau potable s'avèrent indispensables pour la consolidation et l'amplification de la cohésion sociale, l'appui au retour, la protection des femmes et des filles à qui échoit la corvée d'eau potable et la réduction de la morbidité et la mortalité hydriques. Bien évidemment cela devra se faire dans une approche "wholistic" et de durabilité, conformément à l'objectif stratégique de résilience du plan de réponse humanitaire 2017 du cluster EHA

Alimentation : L'accès aux vivres a plusieurs fois été cité par les populations rencontrées comme étant l'un des besoins les plus prioritaires. Depuis le 2^e semestre de 2016, les rations alimentaires distribuées aux déplacés et aux retournés ont sensiblement été réduites. L'aide alimentaire apportée aux populations vulnérables doit répondre ou se rapprocher des standards minimums de 540 g de vivres par personne par jour en vue d'atteindre une valeur énergétique journalière de 2100 Kcal. Au moment de la rédaction de ce rapport, environ 13 % de la ration requise est distribuée aux bénéficiaires.

⁴ La déclinaison technique a été discutée avec le partenaire DRC

Les populations retournées indiquent avoir de difficultés à accéder aux vivres dans leurs zones de retour et demandent à être prises en charge pendant quelques mois après leur installation dans leurs zones de retour. Plusieurs retournés se plaignent de n'avoir pas été pris en charge au moment des distributions des vivres. Bien que le marché de Lakouanga semble être fonctionnel, le faible pouvoir d'achat des retournés ne leur permet pas d'accéder aux vivres pourtant disponibles sur le marché local.

Par ailleurs, les leaders de la communauté chrétienne qualifient de discriminatoire l'assistance qui est apportée aux musulmans dans le quartier de Lakouanga souvent par manque d'information sur les catégories de personnes assistées dans ce quartier, alors que les retournés chrétiens dans ce mêmes quartiers sont systématiquement rayés des listes de distribution de l'aide alimentaire.

Service de santé : MSF-Espagne et MENTOR sont les deux partenaires majeurs œuvrant dans le secteur de la santé dans la sous-préfecture de Batangafo. Les populations vulnérables ont jusqu'à présent un accès gratuit aux soins primaires fournis par MSF à l'hôpital de Batangafo. Les équipes mobiles de MSF effectuent également des visites et apportent des soins dans différentes zones éloignées de l'hôpital. Néanmoins, MSF projette de se retirer de certaines communes en vue d'apporter une meilleure réponse et plus d'efficacité passant de 5 à 2 communes, ce qui sous-tend la nécessité que de nouveaux partenaires viennent se positionner en vue de répondre aux multiples besoins dans le secteur de la santé. Certaines structures de santé telle que l'Hôpital de Kagoue restent occupées par les groupes armés. La réduction des centres de santé pris en charge par MSF risquera d'entraîner d'importants dégâts dans le secteur de la santé.

Recommandations

- Pérenniser l'acquis fondamental de la sortie du water-trucking avec le château d'eau pour garantir l'accès à l'eau des personnes sur le site de déplacés
- Renforcer l'accès aux services sociaux de base dans les zones de retour au travers d'une approche coordonnée et multisectorielle
- Apporter une assistance alimentaire aux retournés vulnérables pendant une durée de 3 mois concomitamment à un appui efficace en matière de moyens de subsistance
- Orienter l'assistance humanitaire dans les zones de retour pour les personnes retournées
- Privilégier une approche communautaire de reconstruction/réhabilitation dans les quartiers de retour pour renforcer l'accès aux services sociaux de base
- Un appui spécifique sera apporter aux personnes les plus vulnérables/populations résiduelles

Protection

La crise qui a bouleversé la République Centrafricaine, déjà qualifiée de crise de protection, a particulièrement affecté Batangafo en termes de violations des droits humains. Cette situation est aggravée par la présence de groupes armés et la prolifération subséquentes d'armes ainsi que par l'absence des autorités administratives, policières et judiciaires.

Dans la zone de Batangafo, outre les incidents de protection courants, tels que ceux rencontrés fréquemment dans toutes les zones de conflit, on constate également des violations et problèmes de protection spécifiques, dont l'ampleur est inquiétante. Pour les cas de violations des droits humains qui sont communs à toutes les zones en conflit armé, il y a lieu de signaler les agressions physiques et traitements inhumains, les entraves à la liberté de mouvement et de circulation, les extorsions, braquages et destruction des biens et propriétés. Les problématiques de protection spécifique à cette zone que nous estimons importantes de relever sont les suivantes :

Violences liées aux accusations de la sorcellerie : Bien qu'il s'agisse d'un phénomène qui existait bien avant la crise, les violences liées aux accusations de sorcellerie ont pris une ampleur inquiétante dans la zone de Batangafo. En effet, et à titre d'illustration, 14 cas d'enterrement vif des victimes de VLAS ont été enregistrés au cours de la 2^{ème} moitié de 2016, alors que 4 ont déjà été enregistrés pour l'année 2017. Il faut noter que la majorité des victimes est constituée de femmes âgées et d'enfants. Les acteurs humanitaires ont tenté de répondre à ce phénomène notamment au travers d'un mécanisme communautaire établi avec l'aide DRG, mais n'ont malheureusement pas permis de l'endiguer.

La violence sexuelle liée aux conflits : Bien qu'elle soit une problématique préoccupante, la violence sexuelle liée au conflit en RCA reste largement sous-rapportée. Dans la zone de Batangafo, les violences basées sur le genre sont fréquemment rapportées. Les formes les plus rapportées sont notamment les cas d'enlèvement des filles par les éléments armés, les viols y compris dans les sites de déplacés, les mariages précoces et esclavage sexuel, les excisions et mutilations génitales, les violences domestiques, abandons et dénis de ressources. Il y a aussi lieu de souligner le problème de réponse à cette forme de violations des droits humains, compte tenu de la faible capacité de couverture des zones concernées au regard de l'ampleur du problème.

Protection de l'enfance : La protection de l'enfance reste un des grands défis dans la zone de Batangafo. Les problèmes de protection de l'enfance relevés sont, entre autres, les EAFGAS, les ENA/ES ainsi que les enfants accusés d'acte de sorcellerie. Il n'y a pas suffisamment pas d'infrastructures de prise en charge de ces problèmes de protection, et le système de « familles d'accueil » a démontré ses limites

Communautés à risques : Dans la zone de Batangafo, une attention particulière est requise pour la communauté peule de Ndoubou et Gbazara. En effet, ces communautés ont été installées sur les zones de Ndoubou et Gbazara suite au fait qu'elles étaient harcelées par des factions armées et/ou qu'elles estimaient que leur sécurité n'était pas garantie dans les zones où elles se trouvaient. Ainsi, non seulement elles se retrouvent dans une situation de précarité dans les nouveaux espaces qui leur ont été

alloués, mais aussi, sont confrontées à de sérieux problèmes de protection (exactions et pillages, victimes collatérales des affrontements entre factions armées anciennement alliées, perception de connivence avec les éleveurs transhumants qui détruisent les champs des autochtones).

Recommandations

- Le renforcement du monitoring de protection des personnes déplacées et à risque doit continuer quand même leur statut changerait
- Renforcer le monitoring de protection, y compris dans les quartiers où sont relocalisés les communautés à risque
- Veillez à ce que toutes les catégories de la population soient représentées dans la mise en place des programmes d'accompagnement au retour
- Plaidoyer auprès de la MINUSCA pour le renforcement de leur dispositif de sécurité
- Plaidoyer pour l'arrivée des sections DDR et droits de l'homme de la MINUSCA à Batangafo

Cohésion sociale

La signature du pacte de non-agression a permis une amélioration du contexte mais la cohésion sociale reste fragile notamment en raison de l'influence des groupes armés, le désœuvrement des jeunes et de manière générale l'extrême pauvreté dans laquelle vit la population. La question de la cohésion sociale à Batangafo repose sur plusieurs dynamiques en cours liées aux relations entre les musulmans et les chrétiens, entre les groupes armés ex-Seleka et Anti-Balaka, entre les deux groupes armés et la population civile, entre les populations des sites et quartiers de Lakouanga qui reçoivent une assistance humanitaire et celles qui n'en reçoivent pas, entre les agriculteurs et les éleveurs Mbororo/peulhs et entre certaines femmes accusées de sorcellerie et le reste de la population.



Rencontre ICC avec communauté Peule - Gbazara

La création du comité des sages, comité de paix et le comité de transhumance facilite le dialogue entre les communautés sur des sujets sensibles et permettent de minimiser les risques de recours à la violence. Le travail des comités devrait être appuyé, renforcé et approfondi en particulier sur les axes autour de Batangafo afin de mieux partager l'information, de communiquer des messages clés et d'inclure les populations qui vivent en dehors de la ville dans des dynamiques de stabilisation et de relèvement.

Les capacités des partenaires humanitaires qui suivent ces mécanismes (plaidoyer/financements) doivent être renforcées afin d'assurer la mise en œuvre de leurs stratégies respectives sur 3 ans. Pour assurer la pérennité des mécanismes en place, les autorités présentes à Batangafo doivent être renforcées et impliquées dans ces comités afin d'assurer un suivi par l'Etat des risques et des difficultés auxquels font face les communautés sous leurs responsabilités. Parallèlement, les autorités locales devraient être appuyées pour mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation autour du pacte de non-agression et des mécanismes de cohésion sociale en ciblant notamment la jeunesse et les groupes armés.

Le renforcement de la cohésion sociale ne peut être consolidé et amplifié de manière durable sans la création d'opportunités économiques à travers la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus et des THIMO. La participation de la jeunesse de la zone sera facteur de stabilisation. La mise en œuvre des programmes du DDR à Batangafo et dans les communes qui se trouvent de l'autre côté de la rivière de l'Ouham, renforcera les efforts déployés par le partenaire humanitaire DRC dans le domaine de la cohésion sociale à Batangafo.

La mise en œuvre d'activités AGR doit être précédée d'une analyse de risque sur les interventions cash et d'une étude sur les filières économiques qui seront les plus rentables dans la zone. La saison agricole se prépare à Batangafo (mars/avril) et cette fenêtre devrait déjà être utilisée pour maximiser les récoltes afin de dynamiser les activités économiques de la zone et favoriser les retours dans les quartiers. L'investissement dans les quartiers de retour doit se faire à l'aide d'une approche soft de dialogue communautaire et d'AGR incluant toutes les communautés.

La présence de sites/quartiers de peuls qui souhaitent se sédentariser à Ndoubou et Bazara sont en cours de traitement par les autorités locales afin d'intégrer cette communauté productive dans la communauté de Batangafo. Les conflits entre communautés doivent être traités et réglés dans le cadre du comité de transhumance.

Le renforcement du rôle de ces comités permettra aux acteurs humanitaires de se concentrer sur les sites de déplacés et de modifier l'assistance afin d'encourager les retours dans les quartiers ou zones d'origines. Les sites qui hébergent les déplacés venant d'autres zones du pays nécessitent sans doute une action prioritaire pour clarifier le ciblage et l'appui humanitaire requis.

Concernant la sorcellerie dans la zone de Batangafo, les efforts de sensibilisation autour de la cohésion sociale et de la stabilisation communautaire permettront aussi de diminuer les préjugés et les tendances communautaires dans les comités de sages et de paix. Les leaders communautaires doivent être encouragés à se prononcer sur certaines pratiques et incités à proposer des solutions de dialogue autour des violences sexuelles, la stigmatisation de la sorcellerie et la pratique d'enterrement des personnes vivantes.

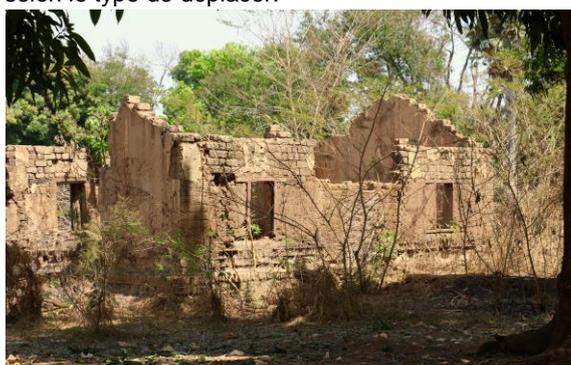
La cohésion sociale à Batangafo repose sur la capacité des autorités et des leaders communautaires à ouvrir et à maintenir des espaces neutres de dialogue sur des questions sensibles dans les comités de sages, de paix et de transhumance. En parallèle, un appui qui se concentre sur la création d'opportunités économiques sur la base des études de faisabilité en ciblant non seulement la population civile (fixe et déplacée) mais aussi les groupes armés de la zone (DDR) construira les bases d'une stabilisation pérenne. Le statut et le ciblage des programmes humanitaires et de relèvement joueront un rôle fondamental dans la stabilisation de Batangafo. Une réflexion sur la mise en œuvre de l'assistance doit être impérativement menée afin de respecter le principe de « Do No Harm ».

Recommandations

- Appuyer l'expansion et le renforcement de l'influence des mécanismes de comités dans la sous-préfecture de Batangafo
- Plaidoyer pour le financement des activités de cohésion sociale des partenaires humanitaires
- Le renforcement de la cohésion sociale doit être soutenu par la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus en particulier dans les quartiers de retour
- Renforcer le mécanisme de communication entre la communauté humanitaire, les autorités et la jeunesse notamment sur les critères de ciblage et le statut des bénéficiaires
- Plaidoyer pour la mise en œuvre des programmes de « community violence reduction » à Batangafo (plaidoyer MINUSCA)
- DDR pour les groupes armés (plaidoyer MINUSCA)

Moyens de subsistance

En ce qui concerne les moyens de subsistance, mis à part les besoins chroniques d'emploi durable qui existent dans la zone, les quartiers de retour représentent le chantier où plusieurs opportunités existent pour renforcer et/ou créer des opportunités économiques. Pour accompagner le retour des volontaires et également des résidents temporaires des sites et de ceux qui envisagent de s'établir sur les terres d'accueil, les besoins d'appui en moyen de subsistance exprimés sont de diverses natures selon le type de déplacer.



Maison détruites quartier de retour - Batangafo

Les moyens de subsistances des différentes populations visitées dans les sites des déplacés, les quartiers et les axes reposent prioritairement sur l'agriculture, l'élevage et des activités génératrices de revenus telles que les activités de transformation, des travaux à haute intensité de main d'œuvre etc.

La grande majorité des déplacés de Batangafo et ses environs dont la plupart sont contraints de retarder leur retour à cause de l'insécurité, souhaite, pour sa survie, reprendre les activités agricoles qui demeurent cependant soumises à plusieurs contraintes énumérées ci-dessous :

- Perte des productions agricoles à cause des destructions des champs par les éleveurs qui ne respectent pas les couloirs de transhumance;
- Absence des intrants agricoles notamment les semences et outils agricoles
- Impossibilité d'accéder à leurs champs dans les villages d'origine
- Décapitalisation des éleveurs de leurs gros et petits bétails
- Abandon des champs par crainte de la présence des éleveurs peuhls armés
- Difficultés de faire la chasse et la cueillette. : La cueillette, la chasse et la pêche sont influencés négativement par des soucis de sécurité liés à la présence des éleveurs de plus en plus armés dans la zone. Les retournés ont indiqué que leur zone d'activité économique est limitée par la présence des éleveurs peuhls très souvent armés et ont aussi précisé que ceux-ci constituent une menace aussi bien pour les hommes que pour les femmes

Environ 5 000-7 000 personnes ont regagné leurs quartiers dans les 6 derniers mois à Batangafo. Dans les quartiers de Combattants, Bac et Yabende, on observe la réhabilitation des maisons des familles retournées ainsi que la modeste reprise de certaines activités économiques telles que les briqueteries, la pêche, le maraichage et l'activation de groupements paysans (agriculture, savon, sucre). L'ONG AFRBD appuie des groupements féminins sur la saponification, ce qui donne aux femmes un moyen de subsistance rentable et renforce leur résilience aux chocs économiques potentiels. Cette activité apporte une grande valeur ajoutée dans la vie des retournés et contribue fortement aux solutions durables dans les zones de retour. Les activités génératrices de revenu telle que la fabrication artisanale des savons a aussi fait l'objet de demande des femmes déplacées sur les sites ce qui va leur procurer des ressources pour renforcer leur résilience et peut être appuyé leurs retours aux quartiers d'origine. Cette activité apporte une plus-value réelle dans la vie des personnes retournées et contribue aux solutions durables dans les zones de retour.

La pratique des tontines qui offre l'opportunité d'épargner de l'argent existe au sein des quartiers ainsi que dans les sites de déplacés. Bien qu'encore à petite échelle, ceci représente une pratique durable qui devrait être renforcée. La vente du bois de chauffe alimente la tontine dans le quartier de retour de Yabende. La femme qui participe aux activités de la tontine reçoit

l'ensemble des contributions à la fin de la semaine qui lui permet d'effectuer des achats plus importants pour le ménage. Un appui aux tontines existantes ainsi que l'encouragement des associations villageoises d'épargne et crédit (AVEC) dans l'absence d'un système bancaire formel peut servir de contribution concrète au relèvement économique dans les quartiers de retour. Les risques d'attaques ou de ciblage d'attaques liées à l'établissement des AVECs présente néanmoins un problème réel pour la population de Batangafo. Une réflexion autour de la sécurité des participants dans les tontines et AVECs et les stratégies de réduction des risques devrait être menée en respect du principe de « Do No Harm ».

ECHO a récemment financé des activités des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) à travers DRC dans la ville de Batangafo qui cible 150 jeunes hommes. La création des opportunités économiques de cette nature pour la jeunesse de Batangafo, incluant possiblement les anciens membres des groupes armés peut minimiser les risques de protection liés à l'activisme des groupes armés et jouer un rôle clé dans la stabilisation de la communauté. Pour assurer des revenus aux jeunes et aux groupes armés dont l'oisiveté alimente et entretient la recrudescence des conflits, l'activité THIMO est une des alternatives en attendant le DRRR en préparation. L'urgence des activités économiques pour les anciens combattants des ex-Selekas et des AB a été soulignée lors d'un entretien direct avec ces groupes à Batangafo. La création des opportunités d'emploi pour ces groupes peut jouer un rôle important de stabilisation au sein de Batangafo qui est constamment sous la menace d'attaque et/ou de braquages liées aux groupes armés de la zone.

Concernant l'agriculture, les agriculteurs sédentaires ont identifié des besoins tels que la distribution des outils agricoles, les houes pour l'exploitation des terres concédées par la communauté d'accueil et les kits de maraichage. La distribution des semences vivrières telles que l'arachide, maïs, bouture de manioc, sorgho, haricot et niébé aidera aussi à relancer des activités agricoles. Un appui en forme de conseil technique agricole et organisationnel aidera à former des groupements de producteurs et participera à la protection et à la sécurisation des cultures.

En ce qui concerne les éleveurs, un appui à la recapitalisation de bétail perdu pour relancer les activités (petits ruminants) est demandé. Les femmes des éleveurs souhaitent recevoir les semences maraîchères et vivrières qu'elles mettront en exploitation sur les terres qui leurs seront concédées par la sous-préfecture.

Les quartiers de retour à Batangafo démontrent un potentiel réel de relèvement si la situation sécuritaire venait à se stabiliser aussi bien dans la ville que sur les axes. Les quartiers de retour incluent ceux de l'autre côté de la rivière où des nombreux retournés ont regagné leurs ménages et indiquent n'avoir toujours reçu aucun appui de réinsertion socio-économique.

Recommandations

- Mobiliser de nouveaux partenaires pour mettre en œuvre des programmes de moyens de subsistance pour accompagner les retours
- Analyse de risque sur l'utilisation du « cash transfers » à Batangafo
- Suite à une analyse de risque intégrer une approche cash dans la mise en œuvre des activités appui au retour

Transhumance

La transhumance est l'une des principales causes de la détérioration de la condition sécuritaire et alimentaire dans la Sous-préfecture de Batangafo. La pratique de la transhumance se manifeste par le déplacement périodique de ménages accompagnés de leurs bétails en quête de ressources pastorales, notamment les pâtures et les points d'eau. L'arrivée de populations transhumantes dans une zone agricole est, en théorie, un facteur potentiel de développement sociaux-économiques, son organisation anarchique en RCA génère cependant des incidents intercommunautaire souvent violent.

Ces déplacements dans le cadre de la transhumance prennent en compte les déplacements internes effectués par les éleveurs peuls sédentaires de la région ou des régions voisines soit en provenance de Kaga-Bandoro, Ouandago et de Kabo et les déplacements transfrontaliers en provenance majoritairement du Tchad effectués par les peulhs Mbarara. La pratique de la transhumance tient compte des saisons où la grande transhumance démarre le plus souvent vers la fin du mois de septembre-début octobre pour terminer en fin mai. Les zones d'accueil de forte activité de transhumance sont les villages Ndoubou et Gbazara sur l'axe Batangafo-Kabo et la région de Ouandago à l'intersection des axes Kabo-Kaga-bandoro et Ouandago-Batangafo.

La nature des conflits générés sont de plusieurs ordres. D'abord sur les aspects agricoles, les populations ont un accès très limité aux terres de cultures occasionnant ainsi une baisse des activités agricoles. Les troupeaux de bœufs qui paissent aux alentours des villages ne cessent de détruire les cultures principales le sorgho et le manioc qui sont des aliments de base pour les populations. Pour ce qui est des activités de cueillettes, les populations éprouvent d'énormes difficultés pour s'approvisionner en produits de chasse, de cueillette ou de faire la pêche dans les zones situées dans un rayon de 12 km. Ces populations sont fréquemment victimes des menaces et ou des agressions physiques par les éleveurs transhumants peuls Mbarara. Ces victimes sont particulièrement des hommes retrouvés dans les champs ou en brousse proche des zones de pâturage ou des points d'eau. Les femmes rapportent également les risques qu'elles encourent lorsqu'elles se déplacent. Les conséquences immédiates causées par ces exactions au sein de la population sont entre autres :

- La peur collective pendant la période de transhumance
- La baisse de la production agricole
- La baisse des revenus tirés des activités agricoles, de chasse et de pêche
- L'incapacité des ménages à subvenir à leurs besoins alimentaires

- Un sentiment de rejet des peulhs Mbarara par les communautés autochtones
- Des risques permanents d'affrontement entre les communautés peulhs et les agriculteurs

La transhumance constitue pour les groupes armés un moyen de récolter des taxes au profit de l'effort de guerre.

Recommandations

- Intégrer l'aspect cohésion sociale aux activités de vaccination du gros et petit bétail (DRC, FAO)
- Plaidoyer ICC auprès des partenaires techniques et financières pour l'acquisition des intrants de vaccination
- Plaidoyer auprès du Gouvernement pour la réactualisation des couloirs de transhumance transfrontalière et leurs bornages
- Assurer un monitoring de protection auprès de la population peule regroupée sur les sites/quartiers de la zone
- Plaidoyer pour la mise en place d'un mécanisme transfrontalier de suivi des mouvements de transhumance par le Gouvernement en partenariat avec la FAO

Accès humanitaire

L'accès à l'assistance dans la sous-préfecture de Batangafo est entravé, tant par des facteurs physiques qu'humains.

La rivière Ouham constitue une contrainte majeure, en particulier à la montée des eaux. La barge devant faciliter les traversées est depuis longtemps en panne. La rivalité entre groupes armés et autorité locale sur sa gestion serait à la base de l'augmentation intempestive des frais à payer par les acteurs humanitaires pour pouvoir se rendre sur l'axe Kambakota-Ouogo. A cela s'ajoute les axes routiers en état avancé de destruction, notamment l'axe Gbazara – Behlie et Bekonja.

La présence des groupes armés dans la ville de Batangafo et sur les axes ainsi que les multiples exactions sur les populations civiles et les acteurs humanitaires, bloquent, retardent ou entravent carrément la mise en œuvre des opérations humanitaires. Le rôle nocif des barrières érigées par les groupes armés ne facilite pas le déploiement de l'aide suite aux tracasseries auxquelles sont soumis les convoyeurs de l'aide.

Entre Septembre 2016 et Janvier 2017, 5 attaques au moins contre des bases d'ONG ont été perpétrées par des hommes armés venus cambrioler. Des mesures de suspension de la délivrance de l'aide humanitaire ont été décrétées sans pour autant résoudre définitivement les causes de ces attaques à répétition.

Au cours des discussions avec les chefs des groupes armés basés, dans le site des déplacés pour l'un, et dans les environs proches du quartier musulman pour l'autre, l'intolérance et la méfiance vis-à-vis des humanitaires expliqueraient en partie cet état de fait. Les acteurs humanitaires ne pouvant pas répondre aux besoins, surtout matériels, ils paient le prix du retard de retour de l'administration publique et des programmes de DDR.

A travers les entretiens avec les différentes catégories de personnes dans les quartiers de Batangafo, il est ressorti que certaines personnes n'ont pas accès à l'assistance humanitaire suite à leur statut de retour ou ethnique. Ainsi, le simple choix de retour fait qu'on est rayé des listes de distributions de l'aide alors que ces personnes sont aussi vulnérables que celles qui sont restées sur le site. Les déplacés de Ndoubou sont privés d'assistance alimentaire du fait le fait qu'un groupe de peulh est été installé à proximité de leur site.

Enfin, les ressources (matériels et financières) limitées des acteurs humanitaires constituent aussi un facteur limitant l'accès humanitaire. Pour certains secteurs, l'accès s'exprime en fonction des disponibilités des ressources.

Recommandations

- Démarrage effectifs des activités de réhabilitation du bac et des axes routiers principaux
- Démantèlement des checkpoints illégaux des groupes armés empêchant l'accès libre des produits commerciaux au marché
- Renforcement de la sensibilisation sur les principes humanitaires auprès des groupes armés et de la population

Thèmes transversaux

L'assistance humanitaire apportée par l'ensemble des acteurs aux différents groupes de bénéficiaires n'a pas suffisamment pris en compte les éléments clés de la protection transversale qui, s'ils étaient réellement pris en considération en compte pourraient contribuer au renforcement de la cohésion sociale.

La prise en compte de ces éléments participerait à la réalisation d'autres facteurs essentiels:

1. **Redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires** : La réunion avec les leaders communautaires (Le comité de sage, le comité de paix, les leaders religieux) a révélé que les communautés n'étaient pas suffisamment informées sur les critères de sélections qui leur permettent de bénéficier de l'aide humanitaire. En outre, l'aide humanitaire n'est sans doute pas en phase avec les besoins des personnes vulnérables puisqu'elle repose sur des critères liés au statut de déplacés qui n'implique ipso facto la vulnérabilité la plus aigüe.

2. **Participation et autonomisation** : Le processus de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des interventions n'est pas suffisamment participatif. Il ne prend pas suffisamment en compte l'âge, le genre et la diversité. Certaines femmes
3. des sites de déplacés de Gbazara se plaignent de ne pas avoir été consultées sur le choix de l'emplacement des latrines et douches. Elles se plaignent de ne pas participer aux décisions de certaines instances de gestion où elles sont pourtant présentes. L'autonomisation des populations affectées reste encore faible notamment dans la gestion de l'hygiène et l'assainissement du site des PDIs. Une participation accrue des communautés dans le cycle de l'assistance (planification, mise en œuvre, évaluation) tenant compte de l'âge, du genre et la diversité contribuerait à l'amélioration de l'accès équitable des populations à l'assistance à la redevabilité et à la dignité.

Recommandations Transversales

- **Adapter l'assistance humanitaire à la vulnérabilité des personnes et non plus uniquement à leur statut**
- **Délivrer une assistance humanitaire qui favorise l'accélération de la résilience des personnes retournées**
- **Redéfinir conjointement avec les autorités locales les critères objectifs arrêtant le statut des différents « sites/non sites » sur les axes**
- **Le renforcement du monitoring de protection des personnes déplacées et à risque doit continuer quand même leur statut changerait**
- **Renforcer les programmes d'accompagnement dans les zones de retour**
- **Privilégier une approche communautaire de reconstruction/réhabilitation des quartiers de retour pour renforcer l'accès aux services sociaux de base**
- **Dans l'attente d'une stratégie nationale sur les solutions durables, mettre en place un mécanisme opérationnel de réponse aux besoins des personnes rapatriées spontanées**